

Dans ce numéro :

Edito	1
Amiante	2
Campagne IR	2
(Non) Scannage 2042	3
Nos brèves de campagne	3
Le dessin de la semaine	4
Culture	4
Bulletin adhésion	4

Après des années de politiques régressives dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, des services publics, d'atteintes aux libertés syndicales, les attentes des salariés français sont grandes. C'est le message fort qu'ils ont voulu envoyer lors des élections législatives en confiant la majorité absolue au parti du Président de la République. A la pression idéologique quotidienne pour faire accepter l'idée qu'il n'y aurait pas d'autre choix que de se plier aux diktats des marchés s'oppose l'expression d'une aspiration forte des citoyens pour que les politiques répondent aux besoins sociaux. **Des mesures immédiates sont attendues, elles doivent être prises !**

La CGT se félicite de l'organisation par le gouvernement d'une conférence sociale les 9 et 10 juillet et portera les revendications des salariés et ses propositions pour chacun des 7 thèmes retenus par le gouvernement Ayrault :

- développer l'emploi, et en priorité l'emploi des jeunes ;
- développer les compétences et la formation tout au long de la vie ;
- assurer des systèmes de rémunérations justes et efficaces ;
- atteindre l'égalité professionnelle et améliorer la qualité de vie au travail ;
- réunir les conditions du redressement productif ;
- assurer l'avenir des retraites et de notre protection sociale ;
- moderniser l'action publique avec ses agents.

Même si il apparaît que l'on renoue avec le dialogue social dans notre pays, la CGT considère que seules les mobilisations sociales sont de nature à permettre des avancées revendicatives et les salariés ne doivent s'en remettre à aucun attentisme.

Ainsi les dernières déclarations du numéro 2 du PS (Harlem Désir) en matière d'effectifs dans la Fonction Publique "avec moins de remplacements des départs à la retraite, en dehors des secteurs de l'éducation, de la sécurité et de la justice" nous appellent à rester vigilants. "Il n'y aura pas d'austérité mais les autres ministères devront faire des efforts". En reprenant le leitmotiv des précédents gouvernements "il y a des administrations qui devront faire des gains de productivité" et en l'occurrence M. Désir (prenant les siens pour des réalités) a des solutions : "on peut utiliser l'informatique par exemple dans l'administration fiscale" !

Aux mêmes maux, les mêmes remèdes ! Et, il y a loin des promesses aux actes !

M. Désir, semble quant à lui vivre dans un monde virtuel : la CGT Finances Publiques veut lui rappeler que notre administration a depuis quelques années contribué aux suppressions d'emplois à hauteur de 7 départs sur 10 non remplacés. Nous l'invitons par ailleurs à visiter un centre des Finances Publiques ou se rendre à Bercy, pour se rendre compte de l'informatisation du travail à la DGFIP.



AMIANTE LA FIN D'UNE INFAMIE ,

Notre région et plus particulièrement le valenciennois détient le triste record des victimes de l'amiante.

Les premières plaintes ont été déposées dès 1996, cela constitue un véritable déni de justice.

Dès le début, la CGT n'a eu de cesse d'être aux côtés des associations et collectifs, afin de trouver une issue positive aux poursuites judiciaires des victimes de l'amiante, le FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'amiante) réclamant le remboursement des indemnités perçues par les victimes.

Un racket!

Le 4 juin dernier, à l'initiative de la CGT, le ministère avait souhaité rencontrer les organisations syndicales et patronales ainsi que le Conseil d'Administration du FIVA.

Après quelques péripéties et tergiversations ministérielles, la décision a été actée d'accorder une remise gracieuse totale des sommes dues au titre des différences d'évaluation des préjudices, mettant enfin un terme à la double peine pour les victimes .

Evidemment, la CGT se réjouit et de cette victoire elle y a œuvré, mais rien n'est réglé pour autant.

Cette affaire a mis en évidence les dysfonctionnements internes au FIVA et il y a une nécessité absolue d'avoir une réflexion autour du barème de calcul des indemnités. De plus, l'absence de procès pénal suscite une incompréhension totale et le sentiment d'une profonde injustice face à des dirigeants de grandes multinationales qui bénéficient d'une impunité totale.

Les victimes de l'amiante, souvent atteintes de pathologies mortelles, et leurs familles ne peuvent plus attendre !

LA DRFIP DU NORD EST INSATIABLE!!!

Au 15 juin 2012, sur le tableau de suivi de l'émission accélérée (saisie des déclarations IR), vous pourrez trouver la situation de tous les départements composant l'interrégion NORD : globalement les résultats sont en baisse de 5,4%. (source ODIN-site de l'interrégion NORD)

Parmi tous ces départements qui composent l'interrégion (AISNE, EURE, NORD, OISE, PAS DE CALAIS, SEINE MARITIME, SOMME), tous accusent un retard sensible par rapport à l'année dernière (conséquence peut être des suppressions d'emplois) TOUS SAUF UN. DEVINEZ LEQUEL ?

Vous avez trouvé ? LE NORD !

Le NORD est en tête avec une augmentation de 1,1%.

Le recensement récent des déclarations restant à saisir à la DRFIP du NORD laisse-t-il augurer la saisie des déclarations des autres départements de l'interrégion?

Rappelons qu'au 1er septembre 2011, il y a eu à la DRFIP du NORD::

37 suppressions d'emplois CADRE C dans les SIP

12 créations d'emplois de CADRES B dans les SIP

2 créations d'emplois de CADRE A dans les SIP.

Il suffit de fixer l'objectif à 100 % de saisie à la 2ème extraction, pour augmenter les cadences ! Il fallait vraiment y penser ! Les autres DDFIP doivent s'en mordre les doigts...

Monsieur RATEL, notre DRFIP, fait même mentir un vieux dicton qui dit que « c'est la carotte qui fait avancer le baudet » !

Que nenni, les agents n'auront rien !

Alors, que comme chaque année, la DGFIP accorde la possibilité aux directions locales, d'octroyer une « prime de campagne » (qui avaient d'ailleurs dans le passé !) aux agents qui ont participé à cette campagne en abondant l'Allocation Complémentaire de Fonctions, et bien cette année encore, notre DRFIP a préféré la réserver pour d'autres dépenses (immobilier, vacataires...).

"Gageons que ces bons résultats cibleront les prochaines suppressions d'emplois, notamment dans les SIP qui ont terminé avant la date fatidique du 07 juillet"

Ces résultats rassureront l'ETAT MAJOR de la DRFIP du NORD quant au versement de leur Prime de Fonctions et de Résultats pendant ce temps « les petites mains »(dixit La VOIX DU NORD) ne verront rien tomber dans leur escarcelle !

J'ai Mal au Scan

Sans bruit, l'**Opération Zéro papier**, test de scannage des 2042 expérimenté au CPS de LILLE, a été lancée pour 2 départements (Val d'Oise et Orne).

La fin des pressions sur les objectifs, la fin de l'obligation de 95% de saisie ainsi que la fin du travail ingrat de saisie de déclaration, tels étaient les gains qu' offriraient cette avancée. Plus de disponibilité pour la réception et de souplesse pour assurer les missions de CSP, mise à jour TH et TF, voilà ce qu'on laissait miroiter.

Personne n'est dupe !

Les gains de productivité « obligatoirement » procurés par cette évolution avaient pour objet un fléchage de suppressions d'emplois principalement de catégorie C.

Mais finalement, dans le courant du mois de juin, en raison des nombreux problèmes rencontrés, ce test tombe à l'eau, signant un échec lourd et cuisant pour la DG, augurant un travail dur et éprouvant pour les agents.

Alors qu'au lancement de l'opération, les agents soupçonnaient un travail en aval de retraitement d'anomalies important, c'est plutôt un raz de marée que le naufrage de ce test va générer. Toutes les déclarations de revenus seront à saisir manuellement, avec plus d'un mois de retard, par les services locaux concernés, appuyés par les personnels des ESI (formés pour l'occasion en 2 jours).

C'est une nouvelle fois les agents, nos camarades et collègues de ces deux départements qui paieront les pots cassés d'une nouvelle expérimentation foireuse de la DG, avec à l' horizon une pression sur la saisie, une sortie de rôle retardée, une recrudescence des appels, des réceptions ...

Et au final, ce que l'on retiendra, comme le disent nos camarades du Val d'Oise,

c'est ce **Zéro Pointé pour l' opération Zéro papier.-**

Réception du public !

Sur le site d'ULYSSE 59, et dans la rubrique « Brèves de campagne », on peut voir, que dans certains Centres des Finances publiques, le public est reçu dans un Secteur d'assiette.

Les halls d'accueil sont-ils si mal inadaptés pour assurer une réception digne de ce nom !

Recrutements vite !

Pendant la campagne, et depuis de nombreuses années, l'Administration fait appel à des vacataires pour assurer l'ouverture des enveloppes.

Cette année , dans certains services, on a pu constater que certains chefs de service ouvraient les enveloppes et que les vacataires assuraient la taxation des déclarations de revenus.

Et pourtant, le guide de déontologie des Agents des finances publiques paru récemment traite encore de l'obligation de discrétion professionnelle ...

Entre la théorie et la pratique, il y a UNE CAMPAGNE IR à assurer !



Tableaux d'avancement, Notations, Mutations à la DRFIP NORD retrouvez les déclarations liminaires et tous les comptes-rendus de la CGT Finances Publiques sur le site :

<http://cgt.drifip59.free.fr/spip.php?rubrique7>

Pour se détendre !

LE DESSIN DE LA SEMAINE

**PREMIÈRES DIFFICULTÉS
POUR LE GOUVERNEMENT**

**ON RESTERA DANS LE BUS
TANT QU'ON SERA TAXÉ À 75 %**



COUP DE COEUR!

Un
quinquennat
à
500
milliards €
Le vrai bilan de Sarkozy

Mélanie Delattre et Emmanuelle Lévy, journalistes économiques au Point et à Marianne, racontent l'histoire non officielle des grandes discussions du quinquennat. Et ils ont compilé les chiffres. Leur tableau donne une image inédite du bilan financier 2007-2011. Le vrai bilan, en quelque sorte. Détail de l'ardoise record de 500 milliards d'euros laissés par Nicolas Sarkozy aux français.

REJOIGNEZ-NOUS!

Vous souhaitez adhérer ou/et recevoir par messagerie les nouveautés de la section de la CGT finances publiques Nord Valenciennes

Inscrivez vous :

NOM :

PRENOM :

Adresse Email :

A remettre à un militant de la CGT de votre site

Ou par mail à

cgt.dr59@dgfip.gouv.finances.fr

Page Facebook :

CGT FINANCES PUBLIQUES NORD VALENCIENNES

Site internet : <http://cgt.dr59.free.fr>



Ne restez pas isolés(es), rejoignez-nous !